

Discours prononcé par Monsieur le Professeur *Antoine Lyon-Caen*, le 11 Mars 2013 à l'ancienne Aula de l'Université Aristote de Thessalonique à l'occasion de la remise à celui-ci du titre de Docteur Honoris Causa

Monsieur le Recteur,  
Monsieur le Président,  
Mes très chers collègues,  
Et, j'ose dire, tous mes amis qui sont ici,

Il y a dans cette cérémonie un paradoxe : à l'égard de la Grèce, j'ai contracté une dette, et pourtant c'est l'Université de Thessalonique qui m'honore. La version la plus flatteuse pour moi serait, alors, qu'entre votre Université – je devrais peut-être dire, maintenant, la mienne – et, au-delà d'elle, le monde académique grec et moi-même, il y a un contrat. Un synallagma. Mais pas un quelconque contrat. Un de ces contrats qu'on dirait aujourd'hui « relationnels ». Un contrat qui conjugue échange et fidélité. C'est la teneur de ce contrat que je voudrais ce soir, rapidement, ausculter. Avec un triptyque : la Grèce, l'Europe et le travail.

Trois mots mais, en réalité, pour parler de leur liaison. Dans l'itinéraire que je voudrais suivre, il y a un voyageur, un observateur. Et c'est cet homme qui est heureux ce soir d'être parmi vous. Car il faut, avec quelque impudeur, que je commence par parler de cette liaison particulière entre la Grèce et moi-même. La Grèce, ce fut d'abord le berceau de ma sensibilité. Non seulement la langue grecque que j'ai étudiée, avec l'espoir qu'un jour je pourrai rêver en langue grecque ; Car chacun sait que l'on ne rêve bien que dans une langue que l'on a maîtrisée.

Ma sensibilité aussi parce que mon premier voyage – je l'ai déjà dit à mes amis – fut en Grèce, seul. Et lors de ce voyage j'ai découvert que la Vérité est fille du Temps et non de l'Autorité. C'est un précepte que je n'ai jamais oublié, comme juriste et comme universitaire.

La Grèce ce fut aussi mon terreau intellectuel. J'ai malheureusement eu peu de maîtres. Mais, j'en ai rencontré un : Phocion Francescakis. Extraordinaire maïeuticien. Subtile. Un peu secret. Mais portant aux jeunes chercheurs une attention intense. J'ai bénéficié de son encouragement, fait de douce ironie et de longs moments d'écoute. J'ai appris avec lui ce qu'est un cœur grec : celui qui amplifie le propos que vous lui adressez. Et, puis, à la fin des années 70, comme jeune professeur, ma rencontre avec de jeunes Grecs, étudiants, curieux, volontaires, destinés à ouvrir les portes de l'Europe. Se noue ou se renoue alors pour moi, un lien qui m'est éternellement précieux. Mais, la Grèce c'est encore, pour moi, une terre d'expérimentation de la promesse européenne.

La Grèce est entrée en Europe quand l'Europe est devenu le projet majeur, l'horizon d'une génération et, pouvait-on l'espérer, des générations suivantes. La tâche des juristes c'est, avec l'Europe considérablement enrichie. Il leur fallait d'abord mieux connaître le Droit, leur Droit, et ce fut un puissant stimulant pour le travail théorique. Il leur fallait comparer, c'est-à-dire, accéder à une nouvelle intelligence des institutions. Il leur fallait user de la comparaison pour penser plus profondément ce qui existe chez eux. Il leur fallait esquisser des ambitions partagées. Quels trésors ont été déployés pour parler de l'harmonisation, ce si beau mot, aujourd'hui oublié. Et l'on venait de loin, en cette période, pour ausculter cette Europe, tout comme ses institutions, sa dynamique, son irréductible originalité. La Grèce est entrée dans cette Europe prometteuse et est restée dans cette Europe. Dans

une Europe qui, aujourd'hui, ne cherche plus guère à comprendre sa diversité. Qui voit apparaître de bien curieuses sources du droit, comme une lettre du président de la Banque centrale européenne, et qui voit comme nouvelles sources d'autorité des indicateurs qui écrasent les diversités et font figurer les pays sur une seule et même échelle de grandeurs. C'est l'Europe des performances. Dans une Europe qui a une conception bien pauvre de la solidarité. Et, rappelez-vous de cette prédiction d'Edgar Morin, cet enfant de Saloniciens, qui augurait que l'éclatement de la Yougoslavie c'était peut-être le premier pas de l'éclatement de l'Europe. Le signe d'une fin. La fin d'une ambition où ce qui unit l'emporte sur ce qui divise.

Pourtant, ce qui unit, une part de ce qui unit, et a constitué l'Europe, c'est le travail. Une certaine conception du travail. Un lien que l'on a pensé profond entre la personne et le travail, entre ce que la collectivité doit faire pour préserver, enrichir ce rapport entre la personne et le travail. L'Europe prometteuse, c'est l'Europe du travail. Ce n'est pas l'Europe de la finance. Certes l'Europe n'a pas été conçue comme une reproduction à un niveau plus élevé, de l'État providence. Mais l'Europe a fait sienne une certaine conception des rapports entre la personne, le travail et le marché. La personne trouve son identité dans le travail, elle doit pouvoir y accéder. Elle doit pouvoir circuler pour y accéder. Et l'on doit beaucoup d'inventions à cette circulation des travailleurs. Ces rapports entre la personne, le travail et le marché font du Droit du travail une pièce centrale de la construction européenne. Ce Droit du travail conçu comme une médiation entre le travail, les travailleurs et le marché. Il empêche que le travailleur soit soumis à une évaluation par le marché. Il donne un statut à ce travail qui le tient à distance du marché. Et ce statut, si l'on y réfléchit bien, ce n'est pas un statut du contrat. C'est un statut de la personne au travail. Ces rapports entre la personne, le travail et le marché se prolongent dans l'immunité qui est assurée au Droit du travail, au Droit social en général, à l'égard des règles du marché. Il ne faut pas oublier que le syndicat n'est pas une coalition, la convention collective n'est pas une entente et la sécurité sociale constitue une institution protégée des critiques marchandes. Et bien, cette Europe construite autour du travail et de ces rapports entre la personne et le travail, cette Europe connaît des mues profondes. On voit se peindre à l'horizon un travailleur soumis au jugement du marché, un droit social assujéti aux exigences de la concurrence, et tout ça à travers des processus de concurrence régulatoire qui brutalement conduisent à détruire tout ou partie des institutions qui valorisaient le travail. Car cette mue elle conduit à dévaluer le travail. Ce travail qui n'est plus vu comme source de création, source d'épanouissement, mais qui, finalement, n'est plus pensé que comme un coût qu'il faut réduire et puis, peut-être, un jour, l'idéal serait de s'en passer. Alors, les tâches qui nous attendent, qui vous attendent, sont immenses. Mais, il est d'abord un capital qu'il faut faire fructifier, c'est celui de la communauté du monde des études. C'est là que se nouent des liens, des amitiés, mais c'est surtout là que se forment des discours, des analyses, des constructions nouvelles. Car, dans la crise, dans la désunion que commence à connaître l'Europe, la part des idées est essentielle. Et si l'on veut s'en convaincre, il suffit de rappeler que les chiffres comptent moins que ce qui a permis des les construire et, surtout, ce qui a permis de leur donner une certaine puissance. La tâche qui nous attend c'est donc d'essayer de contrarier l'impérialisme de la pensée de la performance. C'est une lutte de la pensée, qui montre d'abord que le destin de l'Europe n'est pas tracé et que la tâche des jeunes penseurs, des jeunes chercheurs, la tâche des jeunes universitaires est fondamentale.

Mais, en venant ici, en écoutant ce qui a été dit de l'activité de cette Université, je suis convaincu que c'est dans des lieux comme ici que ces

reconstructions peuvent s'épanouir et vaincre ce pessimisme qui nous gagne peu à peu et qui n'a nul lieu d'être. Merci à l'Université de Salonique. Mais je suis sûr qu'elle est un foyer dans lequel cette pensée riche prendra racine. Merci à tous mes chers collègues qui m'ont honoré.